

Questions orales

L'hon. Mitchell Sharp (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur l'Orateur, je pourrais tenter de répondre brièvement mais si ma réponse n'est pas satisfaisante, peut-être ferai-je une déclaration ultérieurement. Au Laos, le Canada est l'un des pays signataires de l'accord prévoyant la présence dans ce pays de la Commission internationale de surveillance et, par conséquent, nous avons des obligations, que nous n'avons pas dans le cas du Vietnam. La Commission internationale de surveillance au Cambodge a vu ses travaux suspendus sine die et je n'en prévois pas la reprise.

* * *

LES POSTES

LES RETARDS DANS LA LIVRAISON DU COURRIER

M. Gordon Towers (Red Deer): Monsieur l'Orateur, je veux poser au ministre des Postes une question qui se rattache à celle que j'ai posée le 7 mai au sujet de la lenteur du courrier, et à laquelle on n'a pas répondu de façon satisfaisante puisqu'elle demandait des détails. Le ministre des Postes est-il saisi d'une plainte émanant de l'église presbytérienne Rosedale de Toronto, où l'on déclare qu'une lettre postée le 26 avril à Toronto n'a été livrée dans la même ville que le lundi 30 avril, et le fait qu'une lettre adressée au premier ministre par le directeur de l'exposition de Red Deer et postée à Red Deer le 11 mai...

M. l'Orateur: A l'ordre. Je pense que cette question devrait être consignée au *Feuilleton* et débattue au moment de l'ajournement.

* * *

● (1510)

LA SITUATION DE LA FEMME

L'ÉTABLISSEMENT D'UN COMITÉ CONSULTATIF

M. R. Gordon L. Fairweather (Fundy-Royal): Monsieur l'Orateur, j'ai une question pour le ministre du Travail. Quand nommera-t-il le comité consultatif des femmes, ce qu'au début de mars il nous avait promis de faire dans les six semaines, et comment explique-t-il ce retard démesuré?

L'hon. John C. Munro (ministre du Travail): Monsieur l'Orateur, j'espère communiquer avec la Chambre et le député à ce sujet très bientôt.

* * *

LA SANTÉ

DEMANDE D'OCTROI DE SUBVENTIONS AUX GROUPES INTÉRESSÉS À LA RÉDUCTION DU NOMBRE D'AVORTEMENTS

M. Stuart Leggett (New Westminster): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre de la Santé nationale et du Bien-être social. Elle fait suite à une question

[M. Munro (Esquimalt-Saanich).]

posée par le député assis devant moi, comme aussi à l'inquiétude exprimée par du ministre de la Justice au sujet du nombre d'avortement au pays, inquiétude que ne partage pas le reste de la population canadienne. Le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social pourrait-il songer à octroyer des subventions supplémentaires à la planification familiale, ce qui permettrait d'aborder rationnellement la question de réduire le nombre des avortements par un programme national d'éducation appropriée?

[Français]

L'hon. Marc Lalonde (ministre de la Santé nationale et du Bien-être social): Monsieur le président, si l'honorable député se donne la peine de consulter les crédits de mon ministère, il va se rendre compte que des sommes considérables sont affectées à cette fin.

* * *

[Traduction]

LA MAIN-D'ŒUVRE

LE PROGRAMME D'INITIATIVES LOCALES—LA DOCUMENTATION RELATIVE À LA VÉRIFICATION DES COMPTES

M. Lincoln M. Alexander (Hamilton-Ouest): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question au ministre de la Main-d'œuvre relativement à la prolongation des projets d'initiatives locales. Étant donné que le Bureau des services de vérification comptable, en raison de l'absence de dossiers sur de nombreux projets PIL, a en de nombreuses occasions refusé de donner son avis ou au mieux s'est contenté de donner un avis mitigé ou négatif, le ministre est-il au courant de cette situation, a-t-on fait des recommandations à son ministère et leur a-t-il donné suite en ce qui concerne tout le programme?

L'hon. Robert K. Andras (ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration): Monsieur l'Orateur, autant que je sache, nous donnons suite aux recommandations qui nous sont faites en les examinant, en les vérifiant, en les mettant à l'essai et, finalement, en les adoptant.

LE PROGRAMME D'INITIATIVES LOCALES—LA RECONSTRUCTION DE CERTAINS PROJETS—LA COMPTABILITÉ ET LA VÉRIFICATION

M. Lincoln M. Alexander (Hamilton-Ouest): Puisque le ministre est sur le point de prendre une décision, j'aimerais qu'il nous indique le nombre de projets prolongés. J'espère qu'il est en mesure de nous dire combien de projets ont bénéficié d'une prolongation dans le cadre de cette nouvelle politique. Peut-il également assurer à la Chambre que tous les projets prolongés ont été déclarés valables à la suite d'un rapport de vérificateur sur lequel s'est fondé le ministre? En d'autres termes, peut-il assurer à la Chambre que tous les projets PIL prolongés ont fait l'objet d'un rapport de vérificateur complet et détaillé qui s'est révélé favorable?

L'hon. Robert K. Andras (ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration): Monsieur l'Orateur, je prends en préavis les détails de cette question.